**Mgr Antonio Crameri lance un appel depuis l'Équateur : « Aidez-nous, nous sommes en guerre civile ».**

Du 7 au 9 janvier 2024, l'Equateur a connu des jours de terreur. Le chaos règne toujours dans le pays : deux chefs de puissants cartels de la drogue se sont évadés de prison, il y a eu des prises d'otages, des voitures piégées, des attentats et des fusillades dans plusieurs provinces. Mais à quoi ressemble la vie quotidienne et que peut-on faire pour y remédier ? C'est ce que nous avons demandé le 18 janvier lors d'un entretien avec Mgr Antonio Crameri, qui était l'invité de la campagne missionnaire d’octobre 2023. Antonio Crameri est né à Locarno, il vit et travaille en Équateur depuis 2002.

**Missio Suisse : Monseigneur Crameri, comment voyez-vous la situation actuelle en Équateur ? Peut-elle s'aggraver ?**

**Mgr Antonio Crameri**: La situation du pays est très délicate. Nous sommes en guerre, en guerre civile.

Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence, avec un couvre-feu de 23 heures à 5 heures du matin, et a donné à l'armée des pouvoirs spéciaux. Et ce, pour une durée de 60 jours. Le lendemain, il a publié un autre décret déclarant la guerre aux gangs : tous leurs membres sont considérés comme des terroristes, donc des cibles à neutraliser.

D'autre part, les menaces continuent de la part des groupes criminels organisés, qui se sont désormais réunis en une seule « armée de libération ». Ils appellent les gens à se ravitailler en produits de première nécessité, en bougies... et à ne pas sortir de chez eux.

Les provinces les plus « chaudes » sont Guayas, Esmeraldas, Los Rios, El Oro et Pichincha.

Ces deux derniers jours, il règne un calme apparent qui me préoccupe personnellement. Esmeraldas a toujours été une ville bruyante, avec de la musique dans toutes les maisons. Aujourd'hui, le silence règne... à tel point que même les oiseaux ont presque cessé de chanter.

Ce qui fait peur, c'est le changement de président. D'une personne ouverte au dialogue et attentive à la protection des droits de l'homme, nous sommes passés à une personne à la poigne de fer. Personnellement, j'aurais préféré un juste milieu. La violence appelle plus de violence et, en tant qu'Église, nous préférons le dialogue, ce qui ne signifie pas négocier avec les terroristes, mais sauver des vies, dans les deux camps.

C'est dans les villes de Quito, Esmeraldas, Guayaquil et Cuenca qu'ont été signalés le plus grand nombre d'actes criminels, y compris des fusillades et la pose d'explosifs. Au total, 49 fonctionnaires pénitentiaires ont été enlevés dans la prison de Cotopaxi et 39 prisonniers se sont évadés de la prison de Chimborazo.

Des évasions ont également eu lieu à Esmeraldas. Treize personnes ont été prises en otage, dont deux ont été libérées hier, grâce à la médiation de l'Eglise locale.

**Quelle est la situation concrète dans le Nord-Ouest et à Esmeraldas en particulier ?**

À Esmeraldas, nous avons vécu des heures de terreur en décembre déjà, après l'assassinat de sept chefs de gangs. Ces morts ont été vengés le lendemain par des actes de vandalisme : incendies de stations-service, bombes artisanales dans le commissariat de police et plusieurs voitures brûlées. À cela s'ajoutent des pillages et des destructions diverses.

Jusqu'à il y a deux jours, les fusillades étaient également fréquentes...

À Guayaquil, des gangsters ont attaqué trois hôpitaux et la chaîne de télévision nationale TC. De nombreux membres de gangs sont des adolescents, des jeunes sans expérience ni formation ... ils sont comme de la chair à canon envoyée au front pour être tuée.

Malheureusement, ceux qui tombent sont les « petits poissons », les vrais chefs s'en tirent à bon compte.

**Connaissez-vous des personnes directement touchées par la menace et la criminalité actuelles ? Comment font-elles face à la situation ?**

J'ai en main des données concernant le domaine de l'éducation : beaucoup d’institutions liées au Vicariat apostolique *(NDT : le territoire dont Mgr Crameri a la charge comme évêque)* ont vu de nombreuses familles retirer leurs enfants des écoles. Dans une école, plus de 160 élèves se sont même retirés parce que les familles étaient menacées. Sans parler de l'extorsion envers les professeurs. Rien qu'à Nuevo Ecuador, nous avons changé trois fois de recteur en l'espace d'un mois. Et la liste est longue.

Il ne se passe pas une semaine sans que je reçoive des appels à l'aide pour envoyer des familles entières menacées dans d'autres villes. En tant qu'Église, nous disposons du « protocole fantôme » *(NDT : déplacement des personnes dont la vie est en danger en un lieu sécurisé)* qui nous permet de soutenir les victimes. Ce protocole est également approuvé par des organismes internationaux.

**Dans cette situation, que pouvez-vous faire comme évêque ? Avez-vous des projets concrets d'intervention ?**

C'est précisément dans ces moments que l'on touche la présence de Dieu. D'abord en étant capable de rester calme et paisible. Ensuite en exerçant la pastorale de la présence : on ne fait rien ou presque, mais la simple présence de l'évêque, par un appel, une visite, une accolade... être ensemble et donner l'occasion de s'épancher... aide et fait renaître l'espérance. Tout cela est l'œuvre de Dieu... qui utilise de pauvres instruments, comme l'évêque, pour allumer, au milieu de ces ténèbres, la lumière de l'espérance.

Au-delà du « protocole fantôme », nous avons mis en œuvre il y a quelques mois ce que le pape François a proposé à l'ensemble de l'Église : un « Hospital de Campaña », un hôpital de campagne. Un lieu qui ne se contente pas de fournir des soins médicaux, mais qui devient aussi un symbole d'accueil, d'attention, de solidarité, de compassion et de guérison. Dans nos villes et nos provinces, cela répond au besoin de la proximité et de la caresse réparatrice d'une Église, qui soit comme une effusion de la tendresse du Christ, qui se penche sur les victimes et qui recherche la culture de la rencontre pour restaurer l'espoir.

En tant qu'Église, nous essayons de faire pression sur le gouvernement... dans l'espoir d'être entendus. Il suffit de dire que les choses qui fonctionnent ici sont entre les mains de l'Église : l'éducation, la santé, la maison de retraite...

**Comment vous aider depuis la Suisse ? Avez-vous besoin d'un soutien matériel dans cette situation ?**

Le foyer pour personnes âgées « Esposo Bishara », le seul qui fonctionne dans la province, a besoin d'être rénové. Nous avons également besoin d'aide pour l'hôpital d'Atacames, dont nous sommes propriétaires. Mais ce qui est le plus urgent, c'est le projet « Hospital de Campaña ».

19 janvier 2024

*Traduction de l’italien : Yves Carron, Missio Suisse*